

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 octobre 2018 établissant les diverses qualités de l'enfant bénéficiaire et relatif aux exemptions des conditions d'octroi pour les allocations familiales, les montants initiaux naissance et adoption et les allocations de participation universelles ;

- l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 avril 2020 fixant les mesures à prendre à la suite de la propagation du coronavirus (COVID-19), en ce qui concerne les allocations dans le cadre de la politique familiale.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Pour l'application de la norme horaire de 475 heures dans le cadre de contrats de travail pour étudiants, visée à l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et l'article 41, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 octobre 2018 établissant les diverses qualités de l'enfant bénéficiaire et relatif aux exemptions des conditions d'octroi pour les allocations familiales, les montants initiaux naissance et adoption et les allocations de participation universelles, il n'est pas tenu compte, dans le secteur des soins et dans l'enseignement, des prestations effectuées sous le contrat de travail précité pendant la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021 inclus.

Dans l'alinéa 1^{er}, on entend par secteur de soins : les commissions paritaires et les établissements publics de soins visés à l'article 10, alinéa 2, de la loi du 4 novembre 2020 relative à diverses mesures sociales à la suite de la pandémie COVID-19.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1 octobre 2020.

Art. 3. Le ministre flamand ayant le grandir dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 18 décembre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2020/205721]

17 DECEMBRE 2020. — Décret modifiant le décret du 28 avril 2016 Prêt « Coup de Pouce » (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 28 avril 2016 Prêt « Coup de Pouce », les modifications suivantes sont apportées : a) au 5^o les mots « de l'Annexe » sont insérés entre les mots « article 1^{er} » et

« de la Recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises, ainsi que les personnes physiques satisfaisant aux mêmes conditions »;

b) le 12^o est abrogé.

Art. 2. A l'article 3 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées : 1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. A la date de conclusion du prêt, l'emprunteur :

1^o est inscrit à la Banque-Carrefour des Entreprises ou à un organisme de sécurité sociale des indépendants dans le cas où une inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises n'est pas obligatoire;

2^o a un siège d'exploitation établi en Région wallonne;

3^o n'exerce pas une activité ou n'a pas un objet consistant, à titre exclusif ou principal, en :

a) de l'investissement;

b) du placement de trésorerie;

c) du financement au sens de l'article 2, § 1^{er}, 5^o, d), e) et f) du Code des impôts sur les revenus;

4^o ne consiste pas en une société titulaire de droits réels sur des biens immobiliers, dont des personnes physiques qui exercent un mandat ou des fonctions visés à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code des impôts sur les revenus, leur conjoint ou cohabitant légal ou leurs enfants, ont la jouissance ou l'usage à des fins privées.

En outre, si l'emprunteur est une personne morale, elle :

1^o est, soit, une société, soit, une association ou une fondation au sens des articles 1: 1, 1: 2 et 1: 3 du Code des sociétés et des associations, dotées de la personnalité juridique;

2^o n'est pas une société qui a été constituée afin de conclure des contrats de gestion ou d'administration ou qui obtient la plupart de ses bénéfices de contrats de gestion ou d'administration;

3^o n'est pas cotée en bourse.

L'alinéa 2, 2^o, n'est pas applicable à l'égard des prêts octroyés à des sociétés en vue de la reprise de tout ou partie des parts d'une entreprise.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o, et à l'alinéa 2, 1^o et 2^o, sont remplies durant la durée du prêt. »;

2^o au paragraphe 3, le 3^o, est remplacé par ce qui suit :

« 3^o si l'emprunteur est une personne morale, le prêteur, de même que son conjoint ou son cohabitant légal, n'est pas directement ou indirectement par le biais d'une autre personne morale qu'il contrôle au sens de l'article 1 : 14 du Code des sociétés et des associations, fondateur, membre, associé ou actionnaire de cette personne morale, ni n'est nommé ou n'agit en tant qu'organe ou membre de l'organe chargé de l'administration ou de la gestion journalière, liquidateur, ou en tant que détenteur d'un mandat similaire au sein de cette personne morale, ni n'intervient en tant que représentant permanent d'une autre personne morale, étant nommée ou agissant elle-même en tant qu'organe ou membre de l'organe chargé de l'administration ou de la gestion journalière de liquidateur ou une fonction analogue; ».

Art. 3. L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 4. § 1^{er}. Le prêt est subordonné, tant sur les dettes existantes que sur les dettes futures de l'emprunteur.

Le prêt a une durée fixe de quatre, six, huit ou dix ans. Il peut être remboursé en une seule fois à l'échéance du prêt ou selon un tableau d'amortissement signé par le prêteur et l'emprunteur et annexé à l'acte constitutif du prêt.

Les dispositions du prêt peuvent en outre stipuler que l'emprunteur est en droit de rembourser le prêt anticipativement au moyen d'un remboursement unique et total du solde dû en principal et intérêts.

Le montant total en principal prêté dans le cadre d'un ou plusieurs prêts s'élève à 125.000 euros au maximum par prêteur.

Le montant total en principal, prêté à un emprunteur dans le cadre d'un ou de plusieurs prêts, s'élève à 250.000 euros au maximum par emprunteur.

Les intérêts dus par l'emprunteur sont payés aux dates d'échéances convenues, le cas échéant selon le tableau d'amortissement. Ce taux d'intérêt n'est ni supérieur au taux légal en vigueur à la date de la conclusion du prêt, ni inférieur à la moitié du même taux légal.

§ 2. Le prêteur peut, sur première demande, rendre le prêt callable par anticipation dans les cas suivants, conformément aux modalités définies par le Gouvernement :

1^o en cas d'ouverture d'une procédure de faillite, de réorganisation judiciaire ou de dissolution ou liquidation volontaire ou forcée de l'emprunteur;

2^o lorsque l'emprunteur est un indépendant, en cas de cessation ou de cession forcées ou volontaires d'activité à moins qu'elle ne corresponde au transfert de ladite activité en faveur d'une société existante ou à constituer dont l'emprunteur, seul ou conjointement avec son conjoint ou cohabitant légal ou leurs enfants, détient le contrôle au sens de l'article 1 : 14, § 2, 1^o, du Code des sociétés et des associations;

3^o lorsque l'emprunteur est une personne morale, si cette personne morale est mise sous administration provisoire;

4^o en cas de non-paiement, total ou partiel, d'une échéance de remboursement, en principal ou intérêts durant plus de trois mois à compter de ladite échéance;

5^o en cas de résiliation d'office des suites du non-respect par l'emprunteur des conditions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Si l'emprunteur est un indépendant, le prêteur peut, en cas de décès de l'emprunteur, rendre le prêt callable par anticipation sur première demande auprès des héritiers légaux de l'emprunteur. ».

Art. 4. A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1^o au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « et la Direction générale » sont abrogés; 2^o le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Lorsque l'une des conditions prescrites aux articles 3 et 4, § 1^{er}, ou par des arrêtés d'exécution du présent décret n'est plus remplie ou que le prêt a été remboursé anticipativement conformément à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, le prêteur en informe l'instance visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, selon des modalités définies par le Gouvernement, dans les trois mois de la survenance de l'évènement à l'origine du non-respect de la condition ou du remboursement anticipé par l'emprunteur. »;

3^o au paragraphe 4, l'alinéa 2 est abrogé;

4^o au paragraphe 5, les mots « et de résiliation d'office » sont insérés entre les mots « procédure d'enregistrement » et les mots « du prêt ».

Art. 5. L'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 6. L'emprunteur affecte les fonds prêtés dans le cadre du prêt exclusivement à la réalisation de l'activité de son entreprise.

L'emprunteur n'apporte ni ne prête les fonds empruntés à une personne morale, existante ou à constituer, dotée ou non d'un capital, dont lui-même, son conjoint ou son cohabitant légal est, directement ou indirectement par le biais d'une autre personne morale qu'il contrôle au sens de l'article 1 : 14 du Code des sociétés et des associations, fondateur, membre, associé ou actionnaire.

L'emprunteur ne peut pas être nommé ou agir en tant qu'organe ou membre de l'organe chargé de l'administration ou de la gestion journalière, liquidateur, ou en tant que détenteur d'un mandat similaire, ni n'intervient en tant que représentant permanent d'une autre personne morale, étant nommée ou agissant elle-même en tant qu'organe ou membre de l'organe chargé de l'administration ou de la gestion journalière de liquidateur ou une fonction analogue.

Les alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables à l'emprunteur indépendant lorsque l'apport ou le prêt intervient à l'occasion du transfert de son activité principale en faveur d'une société existante ou à constituer dont l'emprunteur, seul ou conjointement avec son conjoint ou cohabitant légal ou leurs enfants, détient le contrôle au sens de l'article 1 : 14, § 2, 1^o, du Code des Sociétés et des Associations.

L'emprunteur n'utilise pas les fonds empruntés pour une distribution de dividendes, ni pour consentir des prêts. ».

Art. 6. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « L'octroi et le maintien du crédit d'impôt, visé au Chapitre VI, est subordonné à la condition que le prêteur tienne à disposition de l'administration fiscale fédérale les justificatifs attestant qu'il avait en cours un ou plusieurs prêts, pour chaque période imposable pour laquelle il entend revendiquer le bénéfice du crédit d'impôt. ».

Art. 7. L'article 8 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 8. § 1^{er}. Un crédit d'impôt annuel est accordé au prêteur assujéti à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt des non-résidents, tel que localisé dans la Région wallonne, conformément aux articles 5/1, § 2, et 54/2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'article 248/2 du Code des impôts sur les revenus.

§ 2. Le crédit d'impôt est calculé sur la base des montants prêtés restant dus dans le cadre d'un ou plusieurs prêts enregistrés.

§ 3. La moyenne arithmétique de tous les montants prêtés, en principal, et restant dus dans le cadre d'un ou plusieurs prêts enregistrés, au 1^{er} janvier et au 31 décembre de la période imposable, constitue l'assiette de calcul du crédit d'impôt visé au paragraphe 1^{er}.

L'assiette de calcul s'élève à 125 000 euros au maximum par prêteur, étant entendu que la somme des prêts en cours n'excède pas 125 000 euros pour la période imposable considérée.

§ 4. Le crédit d'impôt visé au paragraphe 1^{er} est de quatre pour cent de l'assiette visée au paragraphe 3, au cours des quatre premières périodes imposables à partir de celle de la conclusion du prêt.

Le crédit d'impôt est de deux virgule cinq pour cent au cours des éventuelles périodes imposables suivantes.

§ 5. Le crédit d'impôt visé au paragraphe 1^{er} est accordé pour la durée du prêt enregistré, à compter de l'exercice d'imposition se rapportant à la période imposable pendant laquelle le prêt a été conclu.

L'avantage fiscal est refusé pour la période imposable au cours de laquelle il n'est plus satisfait aux conditions prévues aux articles 3, 4 et 6 ou pour laquelle les justificatifs visés à l'article 7 font défaut, ne sont pas conformes, ou sont incomplets. L'avantage fiscal refusé est perdu et son report aux années d'imposition suivantes est impossible.

L'avantage fiscal prend fin à partir de l'exercice fiscal suivant celui se rapportant à la période imposable :

1° au cours de laquelle le prêteur est décédé;

2° au cours de laquelle le prêt a été remboursé par anticipation conformément à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3;

3° au cours de laquelle le prêt a été rendu callable par anticipation conformément à l'article 4, § 2. ».

Art. 8. Dans le chapitre VI du même décret, il est inséré un article 8/1 rédigé comme suit : « Art. 8/1. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 8, le prêteur bénéficie d'un crédit d'impôt unique aux conditions cumulatives suivantes :

1° au plus tard six mois suivant l'échéance contractuelle du prêt, l'emprunteur se trouve dans une des situations visées à l'article 4, § 2, 1°;

2° l'emprunteur ne peut rembourser de manière définitive tout ou partie du prêt, en principal;

3° le prêteur est assujéti à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt des non-résidents, tel que localisé dans la Région wallonne, conformément aux articles 5/1, § 2, et 54/2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'article 248/2 du Code des impôts sur les revenus;

4° le prêteur a rendu le prêt callable conformément à l'article 4, § 2.

§ 2. Le crédit d'impôt unique est accordé pour l'année d'imposition au cours de laquelle est établi le caractère définitif du non-remboursement de tout ou partie du montant en principal du prêt. Ce montant en principal du prêt, pour lequel le caractère définitif du non-remboursement est établi, est pris comme assiette de calcul du crédit d'impôt unique.

Le Gouvernement arrête les modalités de preuve du caractère définitif du non-remboursement de tout ou partie du montant en principal du prêt dans les cas visés à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 3. L'assiette, énoncée au paragraphe 2, est d'un maximum de 125.000 euros.

§ 4. Le crédit d'impôt unique est de trente pour cent de l'assiette indiquée au paragraphe 2.

§ 5. En cas de décès du prêteur avant l'échéance visée au paragraphe 1^{er}, 1°, le bénéfice du crédit d'impôt unique est transféré à ses ayants-droits et ayants-cause. En ce cas, les dispositions du présent article leurs sont applicables, le cas échéant au prorata des droits qu'ils recueillent à l'égard du prêt. ».

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 10. Le présent décret s'applique aux prêts dont la date de conclusion est concomitante ou postérieure à la date fixée par l'article 9.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 17 décembre 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 364 (2020-2021) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 décembre 2020.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/205721]

**17. DEZEMBER 2020. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce"
(Anschubdarlehen) (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen) werden folgende Abänderung vorgenommen: *a)* in Ziffer 5^o werden die Wörter "des Anhangs" zwischen die Wörter "Artikel 1" und "der Empfehlung der Kommission 2003/361/EG vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen sowie die natürlichen Personen, die denselben Bedingungen genügen" eingefügt;

b) Ziffer 12 wird aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1^o Paragraph 2 wird durch das Folgende ersetzt:

" § 2. An dem Tag des Darlehensabschlusses genügt der Darlehensnehmer folgenden Bedingungen:

1^o er ist bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen (Banque-Carrefour des Entreprises) oder bei einer Sozialsicherheitsinstitution für Selbstständige registriert, wenn eine Registrierung bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen nicht obligatorisch ist;

2^o er hat einen Betriebssitz in der Wallonischen Region;

3^o er übt keine Tätigkeit aus oder hat nicht als ausschließlichen oder hauptsächlichen Gegenstand:

a) Investitionen;

b) die Anlage der Barmittel;

c) die Finanzierung im Sinne von Artikel 2 § 1, Ziffer 5^o Buchstaben *d)*, *e)* und *f)* des Einkommensteuergesetzbuches;

4^o er besteht nicht aus einer Gesellschaft, die dingliche Rechte an Grundstücken besitzt, an denen natürliche Personen, die ein Mandat oder eine Funktion im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Ziffer 1 des Einkommensteuergesetzbuchs ausüben, ihr Ehepartner oder ihr gesetzlich Zusammenwohnender oder ihre Kinder den Genuss oder die Nutzung für private Zwecke haben.

Wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist,

1^o ist sie entweder eine Gesellschaft oder eine Vereinigung bzw. eine Stiftung im Sinne der Artikel 1: 1, 1: 2 und 1: 3 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen mit Rechtspersönlichkeit;

2^o ist sie keine Gesellschaft, die gegründet wurde, um Geschäftsführungs- oder Verwaltungsverträge abzuschließen, oder die ihre meisten Gewinne aus Geschäftsführungs- oder Verwaltungsverträgen zieht;

3^o ist sie nicht börsennotiert.

Absatz 2 Ziffer 2^o gilt nicht für Darlehen, die an Gesellschaften zum Zwecke der Übernahme aller oder eines Teils der Anteile eines Unternehmens gewährt werden.

Die in Absatz 1, Ziffer 2^o bis 4^o und in Absatz 2 Ziffer 1^o und 2^o erwähnten Bedingungen müssen während der Laufzeit des Darlehens erfüllt sein.;"

2^o in Paragraph 3 wird Ziffer 3^o durch Folgendes ersetzt:

"3^o wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist, ist der Darlehensgeber sowie sein Ehepartner oder gesetzlich Zusammenwohnender weder auf direkte oder indirekte Weise, über eine andere juristische Person, die er im Sinne von Artikel 1: 14 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen kontrolliert, Gründer, Mitglied, Gesellschafter oder Aktionär dieser juristischen Person, noch ist er als Organ oder Mitglied des für die tägliche Verwaltung oder Geschäftsführung zuständigen Organs, als Liquidator bzw. als Inhaber eines ähnlichen Mandats innerhalb dieser juristischen Person bestellt bzw. noch handelt als solcher, noch handelt er als ständiger Vertreter einer anderen juristischen Person, die selbst als Organ oder Mitglied des für die tägliche Verwaltung oder Geschäftsführung zuständigen Organs, Liquidator oder in einer ähnlichen Funktion bestellt ist oder handelt.;"

Art. 3 - Artikel 4 desselben Dekrets wird wie folgt ersetzt: "Art. 4 - § 1. Das Darlehen ist gegenüber bestehenden oder zukünftigen Schulden des Darlehensnehmers nachrangig.

Das Darlehen hat eine feste Dauer von vier, sechs, acht oder zehn Jahren. Die Rückzahlung kann in einer Summe bei Fälligkeit des Darlehens oder nach einem Tilgungsplan erfolgen, der vom Darlehensgeber und vom Darlehensnehmer unterzeichnet und der Darlehensurkunde beigelegt wird.

Darüber hinaus kann in den Darlehensbedingungen festgelegt werden, dass der Darlehensnehmer berechtigt ist, das Darlehen vorzeitig durch eine einmalige, vollständige Rückzahlung des fälligen Saldos des Kapitalbetrags und der Zinsen zurückzuzahlen.

Der Gesamtbetrag des im Rahmen eines oder mehrerer Darlehen ausgeliehenen Kapitals beläuft sich auf höchstens 125.000 Euro pro Darlehensgeber.

Der Gesamtbetrag des einem Darlehensnehmer im Rahmen eines oder mehrerer Darlehen ausgeliehenen Kapitals beläuft sich auf höchstens 250.000 Euro pro Darlehensnehmer.

Die vom Darlehensnehmer zu zahlenden Zinsen werden zu den vereinbarten Fälligkeitsterminen, ggf. gemäß Tilgungsplan, gezahlt. Dieser Zinssatz ist weder höher als der am Tag des Darlehensabschlusses geltende gesetzliche Zinssatz noch niedriger als die Hälfte dieses gesetzlichen Zinssatzes.

§ 2. Der Darlehensgeber kann auf erster Anforderung das Darlehen vorzeitig abrufbar machen, und zwar in den folgenden Fällen, gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten:

1° bei Eröffnung eines Konkursverfahrens, einer gerichtlichen Reorganisation oder einer freiwilliger oder gezwungener Auflösung bzw. Liquidation des Darlehensnehmers;

2° wenn der Darlehensnehmer ein Selbstständiger ist, bei gezwungener oder freiwilliger Einstellung bzw. Veräußerung des Betriebs, es sei denn, es handelt sich um die Verlegung der besagten Tätigkeit zugunsten einer bestehenden oder zu gründenden Gesellschaft, deren Kontrolle der Darlehensnehmer allein oder gemeinsam mit seinem Ehe- oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner oder deren Kindern im Sinne von Artikel 1: 14, § 2, 1° des Gesetzbuches über Gesellschaften und Vereinigungen ausübt;

3° wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist, wenn diese Person einer vorläufigen Verwaltung unterstellt ist;

4° bei vollständiger oder teilweiser Nichtbezahlung einer fälligen Rückzahlung des Kapitalbetrags oder der Zinsen, seit mehr als drei Monaten ab dem besagten Fälligkeitsdatum;

5° bei automatischer Beendigung des Vertrages infolge der Nichteinhaltung der Bedingungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse durch den Darlehensnehmer.

Wenn der Darlehensnehmer ein Selbstständiger ist, kann der Darlehensgeber beim Ableben des Darlehensnehmers auf erster Anforderung das Darlehen vorzeitig abrufbar bei den gesetzlichen Erben des Darlehensnehmers machen. "

Art. 4 - Artikel 5 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert: 1° in § 2, Absatz 4 werden die Wörter "und die Generaldirektion" aufgehoben; 2° Der § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 3. Ist eine der in den Artikeln 3 und 4 § 1 oder in den Dekreten zur Durchführung des vorliegenden Dekrets festgelegten Bedingungen nicht mehr erfüllt oder wurde das Darlehen gemäß Artikel 4 § 1 Absatz 3 vorzeitig zurückgezahlt, so setzt der Darlehensgeber nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten die in § 2 Absatz 1 erwähnte Instanz davon in Kenntnis, und dies innerhalb von drei Monaten ab Aufkommen des Ereignisses, das zur Nicht-Erfüllung der Bedingung oder zur vorzeitigen Rückzahlung durch den Darlehensnehmer geführt hat. ";

3° in § 4 wird Absatz 2 aufgehoben;

4° in § 5 werden die Wörter "und zur automatischen Beendigung des Darlehens" zwischen die Wörter "Verfahren zur Registrierung" und "fest" eingefügt.

Art. 5 - Artikel 6 desselben Dekrets wird wie folgt ersetzt: "Art. 6. Der Darlehensnehmer verwendet die im Rahmen des Darlehens verliehenen Gelder ausschließlich für die Durchführung der Tätigkeit seines Betriebs.

Auf keinen Fall bringt oder verleiht der Darlehensnehmer die geliehenen Gelder an eine bestehende oder zu gründende juristische Person, bei der er selbst, sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner direkt oder indirekt über eine andere juristische Person, die er im Sinne von Artikel 1: 14 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen kontrolliert, Gründer, Mitglied, Gesellschafter oder Aktionär ist.

Der Darlehensnehmer darf weder als Organ oder Mitglied des Organs für die laufende Verwaltung oder tägliche Geschäftsführung, als Liquidator oder als Inhaber eines ähnlichen Mandats bestellt werden oder handeln, noch als ständiger Vertreter einer anderen juristischen Person handeln, die selbst als Organ oder Mitglied des Organs für die laufende Verwaltung oder tägliche Geschäftsführung, als Liquidator oder in einer ähnlichen Funktion bestellt wird oder handelt.

Die Absätze 2 und 3 gelten nicht für den selbständigen Darlehensnehmer, wenn die Einlage oder das Darlehen anlässlich der Verlegung seiner Haupttätigkeit zugunsten einer bestehenden oder zu gründenden Gesellschaft geleistet wird, über die der Darlehensnehmer allein oder gemeinsam mit seinem Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner oder deren Kindern die Kontrolle im Sinne von Artikel 1: 14, § 2, 1°, des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen ausübt.

Auf keinen Fall darf der Darlehensnehmer die geliehenen Gelder für die Ausschüttung von Dividenden oder für die Vergabe von Darlehen verwenden. "

Art. 6 - In Artikel 7 § 1 desselben Dekrets wird der Absatz 1 durch Folgendes ersetzt: "Die Gewährung und die Beibehaltung der in Kapitel VI erwähnten Steuergutschrift ist an die Bedingung geknüpft, dass der Darlehensgeber für jeden Besteuerungszeitraum, für den er seinen Anspruch auf die Steuergutschrift geltend machen will, sämtliche erforderliche Belege zur Bescheinigung, dass er ein oder mehrere noch laufende Darlehen hatte, der föderalen Steuerverwaltung zur Verfügung hält."

Art. 7 - Artikel 8 desselben Dekrets wird wie folgt ersetzt: "Art. 8 - § 1. Es wird dem Darlehensgeber, welcher der Einkommensteuer der natürlichen Personen oder der Steuer der Gebietsfremden unterliegt und als solcher in der Wallonischen Region im Sinne von Artikel 5/1 § 2 und 54/2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen sowie von Artikel 248/2 des Einkommensteuergesetzbuches lokalisiert ist, eine Steuergutschrift gewährt.

§ 2. Berechnet wird die Steuergutschrift auf Basis der Beträge, die im Rahmen eines bzw. mehrerer registrierten Darlehen(s) verliehen wurden.

§ 3. Das arithmetische Mittel der gesamten, im Rahmen eines bzw. mehrerer registrierten Darlehen(s) verliehen und noch ausstehenden Kapitalbeträge zum 1. Januar und zum 31. Dezember des Besteuerungszeitraums bildet die Berechnungsgrundlage der Steuergutschrift nach § 1.

Die Berechnungsgrundlage beträgt maximal 125.000 Euro pro Darlehensgeber, wobei vorausgesetzt wird, dass die Summe der ausstehenden Darlehen 125000 Euro für den berücksichtigten Besteuerungszeitraum nicht überschreitet.

§ 4. Die Steuergutschrift nach § 1 entspricht vier Prozent der in § 3 genannten Grundlage in den ersten vier Besteuerungszeiträumen ab demjenigen, in dem das Darlehen abgeschlossen wurde.

Die Steuergutschrift entspricht zwei Komma fünf Prozent in den eventuell darauffolgenden Besteuerungszeiträumen.

§ 5. Die in § 1 genannte Steuergutschrift wird für die Laufzeit des registrierten Darlehens gewährt, und dies ab dem Steuerjahr, das sich auf den Besteuerungszeitraum bezieht, in dem das Darlehen abgeschlossen wurde.

Verweigert wird der Steuervorteil für den Besteuerungszeitraum, in dem es den Bedingungen von Artikel 3, 4 und 6 nicht mehr genügt wird oder für den die in Artikel 7 erwähnten Belege nicht vorliegen, nicht konform oder unvollständig sind. Der verweigerte Steuervorteil ist verloren und seine Übertragung auf die folgenden Steuerjahre ist nicht möglich.

Der Steuervorteil verfällt ab dem Steuerjahr nach demjenigen, das sich auf den Besteuerungszeitraum bezieht,

1° in dem der Darlehensgeber verstorben ist;

2° in dem das Darlehen gemäß Artikel 4 § 1 Absatz 3 vorzeitig rückgezahlt wurde;

3° in dem das Darlehen gemäß Artikel 4 § 2 vorzeitig abrufbar gemacht wurde. ”.

Art. 8 - In Kapitel VI desselben Dekrets wird ein Artikel 8/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: ”Art. 8/1 - § 1. Unbeschadet von Artikel 8 genießt der Darlehensgeber eine einmalige Steuergutschrift sofern alle folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

1° spätestens sechs Monate nach der vertraglichen Fälligkeit des Darlehens befindet sich der Darlehensnehmer in einer der in Artikel 4, § 2, Ziffer 1° genannten Situationen;

2° der Darlehensnehmer kann den Kapitalbetrag des Darlehens ganz oder teilweise endgültig nicht zurückzahlen;

3° der Darlehensgeber unterliegt der Einkommensteuer der natürlichen Personen oder der Steuer der Gebietsfremden und ist als solcher in der Wallonischen Region im Sinne von Artikel 5/1 § 2 und 54/2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen sowie von Artikel 248/2 des Einkommensteuergesetzbuches lokalisiert;

4° der Darlehensgeber hat das Darlehen gemäß Artikel 4 § 2 abrufbar gemacht.

§ 2. Die einmalige Steuergutschrift wird für das Steuerjahr gewährt, in dem festgestellt wird, dass die Nichtrückzahlung des gesamten oder eines Teils des Kapitalbetrags des Darlehens endgültig ist. Dieses Kapitalbetrag des Darlehens, für welchen die Endgültigkeit der Nichtrückzahlung festgestellt wird, wird als Berechnungsgrundlage der einmaligen Steuergutschrift betrachtet.

Die Regierung erlässt die Modalitäten zum Nachweis der Endgültigkeit der Nichtrückzahlung des ganzen oder eines Teils des Kapitalbetrags des Darlehens in den in Artikel 4 § 2, Absatz 1 Ziffer 1° genannten Fällen.

§ 3. Die in § 2 genannte Berechnungsgrundlage beträgt höchstens 125.000 Euro.

§ 4. Die einmalige Steuergutschrift beträgt dreißig Prozent der in § 2 genannten Grundlage.

§ 5. Beim Ableben des Darlehensgebers vor dem in § 1 Ziffer 1° genannten Fälligkeitsdatum wird der Genuss der einmaligen Steuergutschrift auf seine Anspruchsberechtigte und Rechtsnachfolger übertragen. In solchen Fällen gelten die Bestimmungen des vorliegenden Artikels für sie, gegebenenfalls im Verhältnis zu den Rechten, die sie in Bezug auf das Darlehen erhalten. ”.

Art. 9 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2021 in Kraft. Die Regierung kann ein Inkrafttredatum festlegen, das vor dem in Absatz 1 genannten Datum liegt.

Art. 10 - Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf die Darlehen, deren Abschlussdatum mit dem in Artikel 9 festgelegten Datum übereinstimmt oder danach liegt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Dezember 2020.

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2020-2021.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 364 (2020-2021) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 16. Dezember 2020.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/205721]

17 DECEMBER 2020. — Decreet tot wijziging van het decreet van 28 april 2016 Lening "Coup de Pouce" (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 28 april 2016 Lening "Coup de Pouce" worden de volgende wijzigingen aangebracht: *a)* in 5° worden de woorden "van Bijlage" ingevoegd tussen de woorden "artikel 1" en de woorden "van Aanbeveling 2003/361/EG van de Europese Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen alsook de natuurlijke personen die dezelfde voorwaarden vervullen";

b) punt 12° wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

" § 2. Op de datum waarop de lening wordt gesloten, moet de kredietnemer aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° hij is ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen of bij een organisme voor de sociale zekerheid van de zelfstandigen als een inschrijving bij de Kruispuntbank van Ondernemingen niet verplicht is;

2° hij heeft een maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest;

3° hij oefent geen activiteit uit of heeft geen doel dat uitsluitend of hoofdzakelijk bestaat:

a) in investering;

b) in het verrichten van geldbeleggingen;

c) in financiering in de zin van artikel 2, § 1, 5°, *d)*, *e)* en *f)* van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

4° hij bestaat niet uit een vennootschap die houder is van zakelijke rechten op een onroerende goederen, waarvan natuurlijke personen die een mandaat of een functie uitoefenen als bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, hun echtgenoot of wettelijk samenwonende partner of hun kinderen, het genot of het gebruik voor privé-doeleinden hebben.

Bovendien, indien de kredietnemer een rechtspersoon is, vervult hij de volgende voorwaarden:

1° hij is een vennootschap of een vereniging of stichting in de zin van de artikelen 1: 1, 1: 2 en 1: 3 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, met rechtspersoonlijkheid;

2° hij is geen vennootschap die is opgericht met het oog op het afsluiten van een management- of bestuurdersovereenkomst of die haar voornaamste bron van inkomsten haalt uit management- of bestuurdersovereenkomsten;

3° hij is een niet-beursgenoteerde vennootschap.

Lid 2, 2°, is niet van toepassing op leningen die aan vennootschappen worden toegekend met het oog op de overname van alle of een deel van de aandelen van een onderneming.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 2° tot 4°, en in het tweede lid, 1° en 2°, worden tijdens de duur van de lening vervuld.;"

2° in paragraaf 3, wordt 3° vervangen door wat volgt:

"3° als de kredietnemer een rechtspersoon is, mag de kredietgever alsook zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner, niet rechtstreeks of onrechtstreek via een andere rechtspersoon die hij controleert in de zin van artikel 1: 14 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, oprichter, lid, medewerker of aandeelhouder van die rechtspersoon, of aandeelhouder zijn van die rechtspersoon, noch benoemd zijn of optreden als orgaan of lid van het orgaan belast met het dagelijks bestuur of beheer, als vereffenaar, of als houder van een vergelijkbaar mandaat binnen die rechtspersoon; hij mag ook niet optreden als vaste vertegenwoordiger van een andere rechtspersoon die wordt benoemd of zelf handelt als orgaan of lid van het orgaan belast met het dagelijks bestuur of het beheer van vereffenaar of een gelijkaardige functie;

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt: "Art. 4. § 1. De lening is achtergesteld zowel ten aanzien van de bestaande als van de toekomstige schulden van de kredietnemer.

De lening heeft een looptijd van vier, zes, acht of tien jaar. Ze kan in één keer worden terugbetaald aan het einde van de looptijd van de lening of volgens een afschrijvingsschema dat door de kredietgever en de kredietnemer wordt ondertekend en als bijlage bij de leningovereenkomst wordt gevoegd.

In de voorwaarden van de lening kan ook worden bepaald dat de kredietnemer het recht heeft de lening vervoegd terug te betalen door middel van één enkele, volledige aflossing van het verschuldigde saldo in hoofdsom en interesten.

Het totale bedrag, in hoofdsom, dat in het kader van een of meerdere leningen uitgeleend wordt, bedraagt ten hoogste 125.000 euro per kredietgever.

Het totale bedrag, in hoofdsom, dat in het kader van een of meerdere leningen aan een kredietnemer uitgeleend wordt, bedraagt ten hoogste 250.000 euro per kredietnemer.

De interesten die de kredietnemer verschuldigd is, worden betaald op de overeengekomen vervaldagen in voorkomend geval volgens het afschrijvingsschema. Die rentevoet mag niet hoger zijn dan de wettelijke rentevoet die van kracht is op de datum waarop de lening gesloten wordt, en mag niet lager zijn dan de helft van dezelfde wettelijke rentevoet.

§ 2. Overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten kan de kredietgever op eerste verzoek de lening vervroegd opeisbaar stellen in de volgende gevallen :

1° in geval van inleiding van de faillissementsprocedure, gerechtelijke reorganisatie, kennelijk onvermogen, of vrijwillige of gedwongen ontbinding of vereffening van de kredietnemer;

2° als de kredietnemer een zelfstandige is, in geval hij zijn activiteit vrijwillig stopzet of overdraagt, tenzij het gaat om de overdracht van deze activiteit ten gunste van een bestaande of op te richten vennootschap waarvan de kredietnemer, alleen of samen met zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner of hun kinderen, de controle heeft in de zin van artikel 1: 14, § 2, 1°, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

3° als de kredietnemer een rechtspersoon is, ingeval die rechtspersoon onder voorlopig bewindvoerder geplaatst wordt;

4° in geval van gehele of gedeeltelijke niet-betaling van een verschuldigde aflossing van de hoofdsom of van de interesten, gedurende meer dan drie maanden na de genoemde vervaldag;

5° in geval van automatische beëindiging van de overeenkomst als gevolg van het niet naleven door de kredietnemer van de bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

Als de kredietnemer een zelfstandige is, kan de kredietgever, in geval van overlijden van de kredietnemer, de lening op eerste verzoek vervroegd opeisbaar stellen bij de wettelijke erfgenamen van de kredietnemer.”.

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt: 1° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden “en het directoraat-generaal” opgeheven; 2° paragraaf 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ § 3. Wanneer één van de voorwaarden bepaald in de artikelen 3 en 4, § 1, van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, niet meer vervuld wordt of wanneer de lening vervroegd is afgelost overeenkomstig artikel 4, § 1, derde lid, stelt de kredietgever de in § 2, eerste lid, bedoelde instantie in kennis daarvan volgens modaliteiten bepaald door de Regering binnen drie maanden na het voorkomen van het evenement dat aan de basis ligt van de niet-naleving van de voorwaarde of van de vervroegde terugbetaling door de kredietnemer.”;

3° in paragraaf 4 wordt het tweede lid opgeheven;

4° in paragraaf 5 worden de woorden “en automatische beëindiging” ingevoegd tussen de woorden “de procedure voor de registratie” en de woorden “van de lening”.

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt: “Art. 6. De kredietnemer gebruikt de in het kader van de lening geleende of ter beschikking gestelde geldmiddelen uitsluitend voor ondernemingsdoelinden.

De kredietnemer zal de geleende geldmiddelen niet inbrengen of uitlenen aan een bestaande of op te richten rechtspersoon waarvan hijzelf, zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner, rechtstreeks of onrechtstreeks, via een andere rechtspersoon die hij controleert in de zin van artikel 1 : 14 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, oprichter, lid, vennoot of aandeelhouder is.

De kredietnemer mag niet benoemd zijn of optreden als orgaan of lid van het orgaan belast met het dagelijks bestuur of beheer, als vereffenaar, of als houder van een vergelijkbaar mandaat binnen die rechtspersoon en mag ook niet optreden als vaste vertegenwoordiger van een andere rechtspersoon die wordt benoemd of zelf handelt als orgaan of lid van het orgaan belast met het dagelijks bestuur of het beheer van vereffenaar of een gelijkaardige functie.

De leden 2 en 3 zijn niet van toepassing op de zelfstandige kredietnemer indien de inbreng of de lening wordt gedaan ter gelegenheid van de overdracht van zijn hoofdactiviteit ten gunste van een bestaande of op te richten vennootschap waarvan de kredietnemer, alleen of samen met zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner of hun kinderen, de controle heeft in de zin van artikel 1: 14, § 2, 1°, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

De kredietnemer gebruikt niet de geleende geldmiddelen voor een verdeling van dividenden of voor de aankoop van acties of aandelen, noch voor het toestaan van een lening.”.

Art. 6. In artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt: “De toekenning en de handhaving van het belastingkrediet zoals bedoeld in Hoofdstuk VI is ondergeschikt aan de voorwaarde dat de kredietgever de bewijsstukken waaruit blijkt dat hij één of meerdere lopende leningen had, ter beschikking houdt van de federale belastingadministratie voor elke periode waarvoor hij het voordeel van het belastingkrediet wil eisen.

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt: “Art. 8. § 1. Een belastingkrediet wordt toegekend aan de kredietgever onderworpen aan de personenbelasting of aan de belasting van de niet-inwoners, zoals gelokaliseerd in het Waalse Gewest overeenkomstig artikel 5/1, § 2, en 54/2 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en artikel 248/2 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

§ 2. Het belastingkrediet wordt berekend op basis van de uitgeleende bedragen die verschuldigd zijn in het kader van één of meerdere geregistreerde leningen.

§ 3. Het rekenkundig gemiddelde van alle bedragen, in hoofdsom, die in het kader van één of meerder geregistreerde leningen op 1 januari en 31 december van het belastbare tijdperk zijn uitgeleend, wordt als berekeningsgrondslag van het in § 1 bedoelde belastingkrediet genomen.

De berekeningsgrondslag bedraagt maximum 125.000 euro per kredietnemer met dien verstande dat de som van de leningen, voor het betrokken belastbare tijdperk niet hoger is dan 125.000 euro.

§ 4. Het in § 1 bedoelde belastingkrediet is vier procent van de in § 3 bedoelde grondslag in de loop van de vier eerste belastbare tijdperken vanaf het tijdperk waarin de lening is gesloten.

Het belastingkrediet is 2,5 % tijdens de eventuele volgende belastbare tijdperken.

§ 5. Het in § 1 bedoelde belastingkrediet wordt toegestaan voor de looptijd van de geregistreerde lening, te beginnen met het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbare tijdperk waarin de lening werd gesloten.

Het fiscale voordeel wordt ontzegd voor het belastbare tijdperk waarin de in de artikelen 3, 4 en 6 bedoelde voorwaarden niet meer vervuld worden of waarvoor de in artikel 7 bedoelde bewijzen ontbreken, niet conform zijn, of onvolledig zijn. Er is geen mogelijkheid tot overdracht van het geweigerde fiscale voordeel, dat gederfd wordt, naar volgende aanslagjaren.

Het fiscale voordeel vervalt vanaf het volgende aanslagjaar dat verbonden is met het belastbare tijdperk :

1° waarin de kredietgever overleden is;

2° waarin de lening vervroegd is terugbetaald overeenkomstig artikel 4, § 1, derde lid;

3° waarin de lening vervroegd opeisbaar is gesteld overeenkomstig artikel 4, § 2."

Art. 8. In hoofdstuk VI van hetzelfde decreet wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidend als volgt : "Art. 8/1. § 1. Onverminderd artikel 8 komt de kredietgever onder de volgende cumulatieve voorwaarden in aanmerking voor één belastingkrediet :

1° uiterlijk zes maanden na de contractuele vervaldag van de lening bevindt de kredietnemer zich in een van de situaties bedoeld in artikel 4, § 2, 1°;

2° de kredietnemer kan de lening in hoofdsom niet volledig of gedeeltelijk terugbetalen;

3° de kredietgever is onderworpen aan de personenbelasting of aan de belasting van de niet-inwoners, zoals gelokaliseerd in het Waalse Gewest overeenkomstig artikel 5/1, § 2, en 54/2 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en artikel 248/2 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

4° de kredietgever heeft de lening opeisbaar gesteld overeenkomstig artikel 4, § 2.

§ 2. Het eenmalige belastingkrediet wordt toegekend voor het aanslagjaar waarin het definitieve karakter van de niet-terugbetaling van de gehele of een deel van de hoofdsom van de lening wordt vastgesteld. Deze hoofdsom van de lening, waarvoor het definitieve karakter van de niet-terugbetaling is vastgesteld, wordt als basis genomen als berekeningsgrondslag van het eenmalige belastingkrediet.

De Regering bepaalt de wijze waarop het definitieve karakter van de niet-terugbetaling van de hoofdsom van de lening of een deel daarvan in de in artikel 4, § 2, eerste lid, bedoelde gevallen kan worden aangetoond.

§ 3. De in § 2 bedoelde berekeningsgrondslag bedraagt maximum 125.000 euro.

§ 4. Het belastingkrediet is dertig procent van de in § 2 bedoelde grondslag.

§ 5. In geval van overlijden van de kredietgever vóór de in artikel 1, § 1°, bedoelde vervaldag, wordt het voordeel van het eenmalige belastingkrediet overgedragen aan zijn rechthebbenden en rechtsopvolgers. In dat geval zijn de bepalingen van dit artikel op hen van toepassing, zo nodig in verhouding tot de rechten die zij uit hoofde van de lening ontvangen."

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2021. De Regering kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Art. 10. Dit besluit is van toepassing op leningen waarvan de datum van afsluiting samenvalt met of volgt op de in artikel 9 vastgestelde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Opgemaakt te Namen op 17 december 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waals Parlement, 364 (2020-2021) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 16 december 2020.

Bespreking.

Stemming.